

ARRANGEMENT ENTRE
LE SECRETARIAT DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES
DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE
ET LA MINISTRE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE
POUR L'ASSISTANCE, LA COOPERATION ET L'ECHANGE D'INFORMATIONS
SUR LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU
ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Secrétariat de l'Environnement et des Ressources Naturelles des Etats-Unis du Mexique, représenté par la Commission Nationale de l'Eau (CONAGUA), et la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie de la République Française, désignés par « les Parties » ci-après ;

DESIREUX de renforcer les liens d'amitié qui existent entre les Etats-Unis du Mexique et la République Française ;

CONVAINCUS qu'une gestion adéquate et la préservation de l'eau sont des facteurs essentiels pour le bien-être social, le développement économique et la conservation de l'environnement ;

CONSCIENTS qu'une plus grande coordination de leurs efforts de coopération dans le domaine des ressources en eau sera d'un grand bénéfice pour les Parties ;

INTERESSES à promouvoir le développement d'activités de coopération visant l'échange d'expériences et la formation des ressources humaines en matière de développement, de gestion et de protection des ressources en eau, dans le contexte du changement climatique ;

RECONNAISSANT que l'environnement doit être protégé pour la santé et le bien-être des générations présentes et futures à travers une gestion durable des ressources en eau ;

TENANT COMPTE des dispositions de l'Accord de Coopération Technique et Scientifique entre le gouvernement des Etats-Unis du Mexique et le gouvernement de la République Française, en date du 22 avril 1965 ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1
OBJECTIF

Le présent Arrangement (désigné « ARA » ci-après) a pour but de favoriser et de promouvoir l'assistance, la coopération, ainsi que l'échange d'informations sur la gestion des ressources en eau et l'adaptation au changement climatique, sur une base d'égalité, de réciprocité et de bénéfice mutuel, à travers l'exécution de projets conjoints dans des domaines d'intérêt commun.

ARTICLE 2

MODES DE COOPERATION

Afin d'atteindre l'objectif du présent ARA, les Parties réalisent des activités de coopération pour la gestion des ressources en eau dans les domaines suivants :

- a) La gestion intégrée des ressources en eau, notamment la planification, les réseaux de surveillance, les programmes d'intervention, la gestion participative et l'implication des usagers au sein de comités de bassin ;
- b) La participation à l'organisation de services d'eau potable, d'assainissement et de drainage des eaux pluviales des grandes métropoles ;
- c) Le renforcement des capacités des professionnels du secteur de l'eau ;
- d) L'évaluation d'expériences dans le domaine du regroupement des acteurs en charge de la gestion des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et du drainage pluvial, et du transfert de compétences dans le cadre de la création d'un organisme métropolitain ;
- e) L'accompagnement technique pour la production conjointe d'états des lieux de municipalités pilotes ;
- f) La production d'un cahier des charges pour préparer le transfert de compétence et sa restitution sur l'eau potable, l'assainissement et le drainage des eaux pluviales ;
- g) L'appui à l'amélioration de la gestion de la gouvernance et à la coordination des différentes institutions qui disposent de compétences pertinentes pour la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ;
- h) L'appui au développement de systèmes d'information au moyen d'actions de coopération technique pour améliorer la planification en tenant compte notamment des effets du changement climatique ;
- i) Tout autre thème d'actualité d'intérêt commun aux parties.

ARTICLE 3

CONTENU ET MISE EN OEUVRE DE LA COOPERATION

La coopération en vertu du présent ARA se fait selon les modalités suivantes :

- a) L'échange d'informations et de documentation administrative, scientifiques et techniques sur les ressources en eau, le renforcement des capacités de spécialistes en gestion des ressources en eau ;
- b) L'invitation réciproque de spécialistes à participer à des cours de formation, des séminaires, des ateliers, des conférences, des rapports, des voyages d'étude, et des activités similaires sur le thème de l'eau ;
- c) L'organisation de courtes visites d'experts pour participer à des études conjointes et/ou des projets dans le domaine de l'eau ;

- d) L'échange d'experts et de responsables politiques, administratifs ou économiques ;
- e) Des services de conseil et de consultation ;
- f) La publication conjointe de revues, de brochures et d'autres documents d'intérêt commun, et
- g) Tout autre mode de coopération convenu par les Parties en rapport avec l'objet du présent ARA.

Les Parties conviennent de mener à bien les activités de coopération considérées dans le présent ARA avec un respect absolu des lois en vigueur dans leurs pays respectifs.

Les Parties ne seront pas amenées à coopérer à des activités interdites par une loi, une réglementation institutionnelle ou une coutume de leur pays.

ARTICLE 4

ANNEXES TECHNIQUES

Pour la mise en œuvre du présent ARA, les Parties peuvent développer des projets spécifiques de coopération, et en priorité le Projet de Coopération pour l'Adaptation au Changement Climatique de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) de la Vallée de Mexico, à travers des Annexes Techniques, considérant qu'une fois celles-ci signées elles font partie intégrante du présent ARA.

Chaque Annexe Technique portera sur les projets et les activités de coopération que les Parties souhaitent développer, en définissant pour chacune, les aspects suivants :

- a) Les objectifs à atteindre et les activités à réaliser ;
- b) Un programme de travail ;
- c) Le profil, le nombre et la durée du séjour du personnel affecté par chaque Partie ;
- d) Les conditions générales et spécifiques relatives aux activités à mettre en œuvre ;
- e) Des lignes directrices spécifiques et détaillées pour les activités de coopération qui seront menées à bien par les Parties ;
- f) La responsabilité de chaque Partie dans le projet ;
- g) L'allocation de ressources humaines, matérielles et financières correspondant à chacune des Parties ;
- h) Des mécanismes de suivi et d'évaluation, et
- i) Toute autre information que les Participants estiment nécessaire.

Chacun des Parties peut soumettre à l'examen de l'autre Partie, par écrit et à tout moment, des propositions d'activités de coopération.

ARTICLE 5

FINANCEMENT

Chaque Partie supporte les coûts de sa participation aux activités de coopération en vertu du présent ARA, conformément à ses disponibilités financières, son allocation budgétaire, et les dispositions de sa législation nationale, y compris ceux de ses experts et des transports locaux et voyages internationaux, sauf indication contraire dans les Annexes Techniques.

ARTICLE 6

MECANISMES DE SUIVI ET DE COORDINATION

Pour une bonne coordination et le suivi des activités de coopération en vertu du présent ARA, chaque Partie désigne un coordinateur, qui est chargé de la logistique de celles-ci, afin d'assurer la mise en œuvre des dites activités et d'évaluer périodiquement les résultats obtenus.

ARTICLE 7

PROPRIETE INTELLECTUELLE

La propriété, les droits, l'utilisation et d'autres questions liées aux produits de valeur commerciale et/ou droits de propriété intellectuelle, résultant des activités de coopération, réalisées conformément au présent ARA, seront régis par les dispositions de la législation nationale en vigueur, par les conventions internationales auxquelles les Parties sont elles-mêmes parties, et par celles établies par les Parties dans les Annexes Techniques.

Les Parties ne peuvent pas vendre, transférer ou révéler les informations techniques ou scientifiques à un tiers, sans le consentement préalable de la Partie qui les a fournies.

ARTICLE 8

LITIGES

Les Parties acceptent de mener à bien les activités de coopération qui sont mentionnées dans cet ARA, sous réserve de leurs disponibilités budgétaires et en pleine conformité avec leurs lois et réglementations respectives en vigueur.

Tout litige issu de l'interprétation ou de l'application du présent ARA sera résolu par voie de consultation ou de négociation entre les Parties

ARTICLE 9
INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

La coopération à laquelle se réfère le présent ARA ne portera pas atteinte aux droits acquis et aux obligations des Parties envers d'autres instruments internationaux.

ARTICLE 10
DISPOSITIONS FINALES

Le présent ARA entrera en vigueur à la date de sa signature et le restera pour une période de quatre ans, renouvelable par période d'égale durée, par consentement écrit des Parties.

Le présent ARA peut être modifié par consentement mutuel des Parties, formalisé par écrit, en précisant la date d'entrée en vigueur de l'amedement.

Chaque Partie peut résilier le présent ARA par communication écrite adressée à l'autre Partie, avec un préavis de trente (30) jours.

L'expiration du présent ARA n'affecte pas la mise en œuvre des activités de coopération qui ont été convenues avant la date d'expiration de cet accord, sauf avis contraire des Parties.

Signé à Paris, en France, le 2 décembre 2015, en double exemplaires, en langue espagnole et française, les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation du présent ARA, le texte en français prévaudra.

**POUR LE SECRETARIAT DE
L'ENVIRONNEMENT ET DES
RESSOURCES NATURELLES DES
ETATS-UNIS DU MEXIQUE,
LA COMMISSION NATIONALE DE L'EAU**

**LA MINISTRE DE L'ECOLOGIE,
DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ENERGIE
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**



ROBERTO RAMÍREZ DE LA PARRA



SÉGOLÈNE ROYAL

MEMORANDO DE ENTENDIMIENTO ENTRE LA SECRETARÍA DE MEDIO AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y EL MINISTERIO DE ECOLOGÍA, DESARROLLO SOSTENIBLE Y ENERGÍA DE LA REPÚBLICA FRANCESA SOBRE ASISTENCIA Y COOPERACIÓN TÉCNICA Y CIENTÍFICA ASÍ COMO EL INTERCAMBIO DE INFORMACIÓN EN MATERIA DE RECURSOS HÍDRICOS.

La Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales de los Estados Unidos Mexicanos, a través de la Comisión Nacional del Agua y el Ministerio de Ecología, Desarrollo Sostenible y Energía de la República Francesa, en adelante denominados "los Participantes";

ANIMADOS por el deseo de intensificar los vínculos de amistad que existen entre los Estados Unidos Mexicanos y la República Francesa;

CONVENCIDOS de que el adecuado manejo y preservación del agua son factores esenciales para lograr el bienestar social, el desarrollo económico y la conservación del medio ambiente;

CONSCIENTES de que una mayor coordinación de sus esfuerzos de cooperación en el ámbito de los recursos hídricos será de gran beneficio para los Participantes;

INTERESADOS en promover el desarrollo de actividades de cooperación enfocadas al intercambio de experiencias y capacitación de recursos humanos en cuanto al desarrollo, gestión y protección de los recursos hídricos;

RECONOCIENDO que el medio ambiente debe ser protegido para la salud y el bienestar de las generaciones presentes y futuras a través de la gestión sustentable de los recursos hídricos;

TOMANDO EN CONSIDERACIÓN las disposiciones del Acuerdo de Cooperación Técnica y Científica entre el gobierno de los Estados Unidos Mexicanos y el gobierno de la República francesa, de fecha 22 de abril de 1965;

Han alcanzado el siguiente entendimiento:

Artículo I
Objetivo

El presente Memorando de Entendimiento (en adelante MdE) tiene como objetivo impulsar y promover la asistencia y cooperación técnica y científica, así como el intercambio de

información en materia de recursos hídricos, sobre la base de igualdad, reciprocidad y beneficio mutuo, a través de la ejecución de proyectos conjuntos en áreas de interés común.

Artículo II

Áreas de Cooperación

A fin de alcanzar el objetivo del presente MdE, los Participantes podrán llevar a cabo actividades de cooperación para la gestión de recursos hídricos en las áreas siguientes:

- a) manejo de la gestión integral de los recursos hídricos, especialmente en la planeación, los sistemas de monitoreo, los planes de acción, la gestión participativa y la implicación de los usuarios en los comités de cuenca;
- b) participación en la organización del servicio de agua potable, saneamiento y drenaje de las aguas pluviales, de las grandes ciudades;
- c) desarrollo de habilidades de los profesionales del sector del agua;
- d) evaluación de experiencias en la reagrupación de los protagonistas encargados de la gestión de los servicios públicos de agua potable, saneamiento y drenaje pluvial, y en la transferencia de responsabilidades en el marco del establecimiento de un organismo metropolitano;
- e) acompañamiento técnico para la producción conjunta de un inventario detallado de municipios piloto;
- f) producción de especificaciones para preparar la transferencia de responsabilidades y su restitución sobre agua potable, saneamiento y drenaje de aguas pluviales;
- g) apoyo a la mejora para la gestión de la gobernabilidad y la coordinación de las distintas instituciones que tiene competencia pertinente en el manejo del agua a escala de cuenca;
- h) apoyo mediante acciones de cooperación técnica para el desarrollo de sistemas de información, que permitan mejorar la planeación considerando principalmente los efectos del cambio climático; y
- i) cualquier otro tópico de interés común de los participantes;

Artículo III **Modalidades de Cooperación**

La cooperación en virtud del presente MdE podrá llevarse a cabo a través de cualquiera de las modalidades siguientes:

- a) intercambio de información y documentación científica y tecnológica, en materia de recursos hídricos;
- b) desarrollo de capacidades de especialistas en la gestión de recursos hídricos;
- c) invitación recíproca de especialistas a cursos, seminarios, talleres, conferencias, ponencias, viajes de estudio, y actividades similares relacionadas al tema del agua;
- d) realización de visitas breves de expertos que participen en la ejecución de estudios conjuntos y/o proyectos en materia de agua;
- e) intercambio de expertos y responsables políticos, administrativos o económicos;
- f) asesoría o consultoría;
- g) publicación conjunta de revistas, folletos y otros documentos de interés común; y
- h) cualquier otra modalidad de cooperación que los Participantes acuerden, relacionada con el objeto del presente MdE.

Los Participantes convienen en llevar a cabo las actividades de cooperación contempladas en el presente MdE con absoluto respeto a las leyes vigentes de sus respectivos Estados.

Los Participantes no estarán sujetos a cooperar en aquellas actividades respecto de las cuales exista prohibición interna derivada de alguna ley, normativa institucional o costumbre.

Artículo IV **Anexos Técnicos**

Para la implementación del presente MdE, los Participantes podrán formalizar proyectos específicos de cooperación como lo es el Proyecto de Cooperación para la Adaptación de la Gestión Integral de los Recursos Hídricos (GIRH) del Valle de México a los efectos del Cambio

Climático, a través de Anexos Técnicos, considerando que una vez suscritos éstos formarán parte integral del presente MdE.

Cada Anexo Técnico incluirá los proyectos y actividades de cooperación que los Participantes deseen desarrollar, definiendo para cada uno, los aspectos siguientes:

- a) objetivos y actividades a realizar;
- b) plan de trabajo;
- c) perfil, número y estadía del personal asignado por cada Participante;
- d) condiciones generales y específicas relativas a las actividades a realizar.
- e) directrices específicas y detalladas para las actividades de cooperación que se llevarán a cabo entre los Participantes;
- f) responsabilidad de cada Participante;
- g) asignación de recursos humanos, materiales y financieros correspondientes a cada uno de los Participantes;
- h) mecanismos de seguimiento y evaluación; y
- i) cualquier otra información que los Participantes estimen conveniente.

Cualquiera de los Participantes podrá presentar a la consideración del otro Participante, por escrito y en cualquier momento, propuestas de actividades de cooperación.

Artículo V Financiamiento

Cada uno de los Participantes sufragará los gastos derivados de su participación en las actividades de cooperación desarrolladas al amparo del presente MdE, de conformidad con su disponibilidad financiera, asignación presupuestaria, y lo establecido en su legislación nacional, incluidos los de sus expertos y su transportación local e internacional, salvo que se establezca lo contrario en los Anexos Técnicos.

Artículo VI

Mecanismo de Seguimiento y Coordinación

Para la adecuada coordinación y seguimiento de las actividades de cooperación derivadas del presente MdE, cada uno de los Participantes designará a un coordinador, quien será el responsable de la logística de las mismas, con el fin de garantizar la implementación de dichas actividades y evaluar periódicamente los resultados obtenidos.

Artículo VII

Propiedad Intelectual

La propiedad, los derechos, el uso y demás asuntos relacionados con los productos de valor comercial y/o derechos de propiedad intelectual, generados como resultado de las actividades de cooperación desarrolladas al amparo del presente MdE, se regirán por las disposiciones de la legislación nacional aplicable, por las convenciones internacionales en la materia de las cuales los Participantes sean parte, así como en lo que los Participantes establezcan en los Anexos Técnicos.

Ninguno de los Participantes podrá vender, transferir o revelar la información técnica o científica a un tercero, sin el previo consentimiento del Participante que la proveyó.

Artículo VIII

Controversias

Los Participantes aceptan llevar a cabo las actividades de cooperación que se mencionan en este MdE, con sujeción a su disponibilidad presupuestaria y en absoluto cumplimiento de sus respectivas normativas y legislaciones vigentes.

Cualquier diferencia derivada de la interpretación o aplicación del presente MdE será resuelta por los Participantes mediante negociaciones directas.

Artículo IX

Instrumentos Internacionales

La cooperación a la que se refiere el presente MdE, no afectará los derechos y obligaciones que los Participantes hayan adquirido en virtud de otros instrumentos internacionales.

Artículo X.
Disposiciones Finales

La vigencia de presente MdE comenzará a partir de su fecha de suscripción y continuará aplicable por un periodo de 4 años, prorrogable por periodos de igual duración, previo consentimiento de los Participantes manifestado por escrito.

El presente MdE podrá ser modificado por mutuo consentimiento de los Participantes formalizado por escrito, especificando la fecha de su entrada en vigor.

Cualquiera de los Participantes podrá dar por terminado el presente MdE mediante comunicación escrita dirigida al otro Participante, con treinta (30) días de antelación.

La terminación del presente MdE no afectará la conclusión de las actividades de cooperación que hayan sido formalizadas durante su vigencia, a menos que los Participantes acuerden lo contrario.

Firmado en la ciudad de Paris, Francia el 2 de Diciembre de 2015, en dos ejemplares originales en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos. En caso de divergencia de interpretación del presente MdE, el texto en francés prevalecerá.

**POR LA SECRETARÍA DE MEDIO AMBIENTE Y
RECURSOS NATURALES DE LOS ESTADOS
UNIDOS MEXICANOS A TRAVÉS DE LA
COMISIÓN NACIONAL DEL AGUA**

**POR EL MINISTERIO DE ECOLOGÍA,
DESARROLLO SOSTENIBLE Y ENERGÍA DE
LA REPÚBLICA FRANCESA**


**ROBERTO RAMÍREZ DE LA PARRA
DIRECTOR GENERAL**


**SÉGOLÈNE ROYAL
MINISTRA**